



# CODESRIA

**12th General Assembly**  
Governing the African Public Sphere

**12e Assemblée générale**  
Administrer l'espace public africain

**12a Assembleia Geral**  
Governar o Espaço Público Africano

ةي عم جلا ةي موم علا ةي ن اشل ارشع  
حكم الفضاء العام الإفريقي

**L'espace public au Sénégal : la « pollution verbale » comme  
forme de communication politique ?**

**Saliou Ndour**  
**Université Gaston Berger**



07-11/12/2008  
Yaoundé, Cameroun

*« L'ennui avec nos hommes politiques,  
C'est qu'on croit faire leur caricature,  
Alors qu'on fait leur portrait »*

*Jean Sennep*

## **Introduction**

L'espace public est une notion inventée par Kant dans un contexte de naissance de l'Europe moderne où il sied de tenir l'Etat responsable devant la société à travers le commerce des idées. Elle (cette notion) fut définie par Hannah Arendt comme relevant du domaine de l'action. Pour elle, il s'agit d'un espace de liberté de l'individu qui a la possibilité de se consacrer aux affaires publiques et qui intègre des relations d'égalité, découlant d'une expression du ravissement. C'est aussi un lieu d'interpénétration de l'individu et de la communauté ; bref une quête de sa part d'immortalité. Vulgarisée et modernisée par Habermas, celui-ci le conçoit comme un cadre ouvert à tous les citoyens qui se réunissent pour constituer une opinion publique. Elle est essentielle dans une démocratie et ne saurait être appréhendée sans l'idée de communication politique. Dans les pays d'Europe de vieilles traditions démocratiques, elle a fini de faire sa mue, on ne pourrait pas, actuellement, la détacher de la publicité (au sens « de large diffusion des informations et des sujets de débats via les médias »). Et justement dans la société de l'information qui caractérise notre village planétaire, sa dématérialisation s'est considérablement accentuée ! Quid des pays dont la démocratie reste à parfaire ou à réinventer et dont on hésite à reconnaître l'existence d'une opinion publique ? Avec l'alternance démocratique intervenue en mai 2000 au Sénégal, on pourrait penser à un ancrage démocratique profond où l'espace public, mieux aménagé que partout ailleurs en Afrique, serait prêt à recevoir des idées, des critiques, des prises de positions d'une opinion publique, qui, désormais, connaît la valeur et l'importance de la carte d'électeur aux fins d'influer sur la politique et les décisions publiques. Car, il faut rappeler qu'avant l'alternance, le Sénégal jouissait du statut de vitrine de la démocratie. Contre toute attente, surgit dans l'espace public une forme de communication verbale ; un discours polluant fait d'insultes, de diatribes, de calomnies, de violence verbale qui se substitue à la confrontation des idées.

Quelle lecture l'opinion publique se fait-elle de ces discours ? Qu'est ce qui justifie la virulence de leurs propos ? Est-ce parce que l'espace public est en recomposition au Sénégal ? Ou plutôt en décomposition ?

Autant de questions auxquelles nous tenterons d'apporter quelques réponses.

## **I Approche définitionnelle**

La démarche que nous allons adopter dans cet éclairage conceptuel s'inscrira dans une approche critique visant d'abord à refuser de repenser la notion d'espace public, de se réapproprié ce concept. Car nous sommes enclins à juger que fondamentalement la physionomie du concept ne change pas si l'on étudie la réalité africaine. Pourquoi les concepts qui ont pour essence l'abstraction et la généralité, pour ne pas dire la scientificité, doivent-ils se « ghettoïser » lorsqu'il s'agit d'interpréter des « faits » africains ? Ce refus d'« africanisation » du concept d'espace public nous poussera à recourir à des penseurs non africanistes pour l'appréhender.

En Europe où cette notion fut conçue, l'espace public est, d'abord, appréhendé, comme un espace physique (rue, place, lieu de commerce et d'échanges). Puis, il devint symbolique à partir des XVIème et XVIIème siècles avec « la séparation du sacré et du temporel et la progressive reconnaissance du statut de la personne et de l'individu face à la monarchie et au clergé ». Un mouvement qui se poursuivra jusqu'au XVIIIème siècle avec l'apparition d'une sphère publique bourgeoise et son institutionnalisation. Celle-ci prend la forme d'une publicité (au sens de rendre accessible à tous l'information) que la bourgeoisie oppose au pouvoir afin de mettre fin à la pratique du secret absolu qui caractérise la monarchie absolue. Cela va faire surgir un nouvel espace politique, cadre de médiation entre l'Etat et les individus. Cette médiation va tendre vers ce que l'on appellera une « opinion publique » (à travers la bourgeoisie) avec comme corollaire la publicité critique. Celle – ci suppose l'accès à l'information sollicitée sur le fonctionnement de l'Etat afin de la soumettre à l'examen et à la critique de l'opinion publique. Dans cette perspective, Habermas décrit l'espace public comme : « le processus au cours duquel le public constitué d'individus faisant usage de leur raison s'approprié la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'État. » (Habermas, 1963).

Toutefois, s'insurge Habermas, dans la société moderne, l'opinion publique n'a plus sa fonction critique du fait qu'elle est manipulée par des groupes d'intérêts qui se servent de la technique publicitaire à des fins privées pour assouvir leur pouvoir. Ce qui lui fait dire que dans la société moderne une publicité de « démonstration et de manipulation » prend le dessus sur la publicité critique. En conséquence, un glissement vers un espace public tétanisé, inféodé (acclamatif) au pouvoir public est perceptible. Dès lors, la politique devient « spectacle et (...) le marketing politique se substitue à la rhétorique ». L'opinion publique est manipulée à travers la publicité qui crée artificiellement un consensus « prêt à l'acclamation ». Habermas en conclut, donc, à un déclin de l'espace public, et à une crise de

la citoyenneté. Aussi recommande-t-il de réintroduire, avec cette question de publicité, la Raison dans la logique de l'action sociale, en particulier dans la communication.

L'optimisme n'est pas de rigueur chez lui, car reconnaît Habermas, actuellement « la conscience technocratique » ne favorise pas la capacité critique du public en dépit des actions inlassables que mène la société civile en direction d'une meilleure publicité des affaires publiques.

Il nous semble que la difficulté chez Habermas à reconnaître actuellement l'existence d'un véritable espace public se situe au niveau de la rationalité des arguments utilisés dans l'espace de communication (« arène publique ») aménagé pour l'opinion publique. C'est dire que tout n'est pas rationalité chez le citoyen. A son insu, il peut être objet de manipulation c'est-à-dire victime d'une stratégie qui cherche à l'influencer insidieusement.

C'est pourquoi Hannah Arendt, plus lucide, assimile l'espace public à une scène publique où apparaissent des personnages qui peuvent également prendre la figure d'acteurs, d'événements ou de problèmes sociaux qui accèdent à la « visibilité publique ». Ici, « ce ne sont pas les arguments rationnels des protagonistes qui occupent nécessairement l'attention de l'observateur de cette scène où se jouent, se confrontent des représentations ». Mais s'empresse-t-elle d'ajouter : il faut un public avisé et des spectateurs réflexifs.

En tout état de cause, l'espace public ne peut être défini sans ce qui en constitue la sève nourricière à savoir la *communication politique*. En effet, celle-ci désignait dans l'antiquité grecque une volonté d'adhésion et de gouvernance au sein de l'agora, qui fut, au départ, un lieu public, physique, de commerce et d'échanges des idées. Ce que corroborent ces propos de Jean – Pierre Vernant :

« C'est dans le monde grec, d'abord, sans doute, dans les colonies qu'apparaît un plan de cité nouveau où toutes les constructions urbaines sont centrées autour d'une place qui s'appelle l'Agora. Les phéniciens sont des commerçants qui, plusieurs siècles avant les Grecs, sillonnèrent toute la méditerranée. Les babyloniens, aussi, sont des commerçants qui ont mis au point des techniques commerciales et bancaires plus perfectionnées que celles des Grecs. Ni chez les uns, ni chez les autres on ne rencontre d'Agora. Pour qu'il y ait Agora, il faut un système de vie sociale impliquant, pour toutes les affaires communes, un débat public. C'est pourquoi nous voyons apparaître la place publique seulement dans les villes ioniennes et grecques. L'existence de l'agora est la marque de l'avènement des institutions politiques de la cité » (Vernant Jean – Pierre, 1990 : 210).

Commentant cette réflexion de Vernant, les auteurs Mamadou Abdoulaye Ndiaye et Alpha Amadou Sy mettent en exergue le déploiement de la Raison au sein de l'Agora qui constitue

« un dissolvant sur le dogmatisme, expression de la castration de la réflexion » (Ndiaye M. A. & Sy A. A, 2000 : 86). Les règles du débat intellectuel, clairement définies dans cette tribune, s'articulent autour de l'argumentation, de la rigueur démonstrative mais aussi du débat critique et contradictoire.

Ces mêmes règles vont s'appliquer à la politique :

« (...) Ce faisant, elles façonnent le jeu démocratique dans l'espace de la cité. Les assemblées publiques voient le jour. Les différentes sections de la société, à l'exception des esclaves, y sont représentées. Les élus du peuple discutent, dans la transparence, des affaires de la cité ou de la chose publique, la *res publica* ; le discours politique, à l'instar de la sophistique, ne s'enferme pas dans une tour d'ivoire. Il éclate au grand jour sur la place publique pour se prêter à la controverse. Ainsi, la figure du sophiste, en tant qu'elle porte le débat démocratique à l'Assemblée du peuple, gagne toute sa valeur positive. Le pluralisme politique prend en charge toutes les ressources du Logos et donne libre cours, sur la scène politique, à la libre discussion, à l'affrontement des argumentations contraires ». (Ndiaye M. A. & Sy A. A, 2000 : 87)

Mais, aujourd'hui, cette agora s'est muée en espace public revêtant une forme dématérialisée (médias), ou celle d'un lieu de rencontre (conférences, événements, places publiques, cafés etc.). Ainsi, donc, « la communication politique est (...) comprise comme l'étude de l'espace public où s'exercent des dynamiques de pouvoir sous toutes ses formes, le pouvoir pouvant être appréhendé de manière institutionnelle et informelle, matérielle et symbolique ».

En définitive, il apparaît que l'espace public est l'expression d'une démocratie en marche. Il confère aux citoyens le sentiment de participer à la politique. En réalité, il ne se décrète pas, n'est pas le fruit d'une volonté, il se constate. Nous pouvons dire que l'espace public est le baromètre d'une démocratie viable.

Eu égard à ces différents éléments de définitions sus-indiqués, il nous sera loisible de recadrer notre analyse par rapport à la forme de communication politique en cours dans l'espace public au Sénégal où la confrontation d'idées cède, souvent, le pas à la gesticulation verbale. Ainsi cet espace est-il pollué par une forme de communication politique qui s'est accentuée avec l'alternance politique. De nouveaux acteurs bruyants sont apparus sur la scène politique et dont les échanges d'idées et les débats contradictoires à travers les médias sont loin d'être leur préoccupation principale. Ils sont plutôt adeptes de l'invective, de la médisance, bref du « terrorisme verbal ». Ils se recrutent aussi bien dans la majorité (Farba Senghor, Me El Hadji Diouf, Me Abdoulaye Babou, Mohammed Massaly, Me Sall pour ne citer que ceux-là) que

dans l'Opposition (Diaz père et fils (Jean Paul et Barthélemy), Abdoulaye Wilane, Hélène Tine, Talla Sylla et la liste est loin d'être exhaustive).

## II Espace public « aseptisé » et espace public « pollué » ?

Dans notre analyse, nous utilisons délibérément les termes « aseptisé » ou « pollué » (en fonction du type de discours produit et des cadres de réflexion et d'échanges existants) pour qualifier, ici, l'espace public. Afin d'être en phase avec la conception habermassienne, selon laquelle le discours dans l'espace public est rationnel et privilégie les échanges d'idées, l'argumentation, la capacité critique, nous considérerons l'espace public comme « aseptisé ». Par contre, si, dans le sillage d'Hannah Arendt, les acteurs visent essentiellement « la visibilité publique » et ne se préoccupent pas toujours de la rationalité du discours, nous pourrions considérer l'espace public comme « pollué ». Ce qui ne signifie pas, dans les deux cas, absence d'une opinion publique.

Afin de mieux saisir ce manichéisme (« aseptisé »/« pollué »), un examen attentif de l'évolution politique du Sénégal nous fera voir la configuration de l'espace public, la formation d'une opinion publique ainsi que les formes de communication politique qui ont émaillé l'histoire politique du Sénégal depuis l'indépendance.

### **Cadrage historique**

Le Sénégal accède à l'indépendance en 1960. Son premier Président fut le poète Léopold Sédar Senghor, chantre de la Négritude et premier africain agrégé de grammaire. Senghor aimait la poésie et les belles lettres ; il était exigeant avec tout ce qui touchait la langue française et le commerce des idées. Eminent intellectuel doublé d'un homme politique, il invitait ses adversaires marxistes à une relecture négro-africaine de Marx. Ce qui lui donnait l'occasion de croiser le fer sur le plan des idées avec les intellectuels de gauche particulièrement les marxistes. Ainsi prônait-il un socialisme à hauteur d'homme ou à visage humain comme il aimait à le dire. Sous Senghor, il s'était créé des cercles de réflexion qui planchaient sur des sujets ayant trait au socialisme, à la civilisation de l'universel, aux problèmes économiques notamment en ce qui concerne la détérioration des termes de l'échange, le dialogue Nord/Sud etc.

Tant du côté de ses partisans que de ses adversaires, ils avaient une certaine épaisseur intellectuelle : Mamadou Dia<sup>1</sup> dont la vision économique fut influencée par François Perroux a élaboré une véritable politique agricole s'appuyant sur le socialisme autogestionnaire à

---

<sup>1</sup> Mamadou Dia, Président du conseil, se sépara de Senghor qui l'emprisonna, suite aux événements de 1962

partir des coopératives. Que dire de l'humanisme de l'avocat Me Lamine Guèye, un homme d'Etat exceptionnel ; l'historien Amadou Makhtar MBow, qui fut Directeur Général de L'UNESCO, Abdoulaye Ly, Assane Seck, les anciens du PRA Sénégal. La génération des Djibo Kâ, principal animateur du Club Nation et Développement (un cadre de réflexion et d'échanges d'idées); le journaliste Marx Magamou Mbaye , khalifa Sall, des jeunes socialistes et tant d'autres furent à très bonne école. L'on se rappelle les échanges mémorables par presse interposée, en 1975, entre le Président Senghor et le philosophe Abdoulaye Elimane Kane à propos du Marxisme. L'opposition de son côté comptait dans ses rangs d'éminents penseurs dont le plus illustre d'entre eux fut le Professeur Cheikh Anta Diop, un homme multidimensionnel : homme politique et homme de culture, grand panafricaniste, auteur de « Nations Nègres et cultures » (Diop C. A, 1954) et qui a défendu la thèse de l'antériorité des civilisations nègres. D'autres également comme l'étudiant révolutionnaire Oumar Blondin Diop (mort dans les geôles de Senghor), le Professeur Abdoulaye Wade, Cheikh Tidiane Sy (guide religieux et ambassadeur), Seydou Sissokho (le marxiste), Amadou Aly Dieng ( un ancien de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire de France) ont su, à travers leurs actions et production d'idées, apporter à la vie politique sénégalaise de l'époque, une puissante teneur intellectuelle. La liste est loin d'être exhaustive.

Dès lors, on pourrait penser aisément qu'avec de tels profils, l'espace public sénégalais ne pouvait être, dans un tel contexte, qu'«aseptisé». C'est le lieu de dire que les idées foisonnaient. Ce qui pouvait augurer une pratique démocratique bien ancrée. Et pourtant, la réalité fut tout autre : le parti unique dominait (Senghor préférait plutôt parler de « parti unifié » parce que traversé, selon lui, par plusieurs courants). Il régnait un présidentialisme fort et les libertés démocratiques (liberté d'association et liberté d'expression) furent limitées. Dans ces conditions comment pourrait-on parler, donc, d'espace public et d'opinion publique ? A l'époque, la notion d'espace public n'était pas encore une réalité bien ancrée dans les esprits, y compris dans les pays de vieilles traditions démocratiques. Comme en témoigne cette analyse du Laboratoire Information Communication et Enjeux scientifique du CNRS (France). Entre 1947 et la fin des années 70, dans un contexte de Guerre Froide, avec le poids du marxisme, on opposait démocratie « formelle » bourgeoise à la démocratie « réelle ». « Et dans cette bataille idéologique âpre, personne ne parlait d'Espace Public. Les mots dominants du vocabulaire politique étaient: pouvoir, conflits, contradictions, intérêts de classe, aliénation, idéologie ». Il ne serait pas trop de rappeler que la réhabilitation par Habermas du concept d'espace public est intervenue dans les années 70.

Il s'y ajoute que les pouvoirs post - indépendance avait pris une option autocratique pour, arguent-ils, juguler les démons de la division et sceller l'unité nationale dans les jeunes Etats naissants. En conséquence, il était difficile, à l'époque, de parler d'opinion et d'espace publics.

Toutefois, si l'on veut à tout prix parler d'opinion publique dans l'espace public sénégalais de l'époque, on pourrait, peut-être, la retrouver chez les étudiants et les syndicalistes. En effet en mai 68, la révolte estudiantine à laquelle se sont joints les travailleurs ont fortement fait fléchir le régime de Senghor. C'est ce que corrobore Ibrahima Sarr lorsqu'il écrit :

« Les conséquences politiques de la crise de mai 1968 ont été particulièrement décisives. Senghor crée, en 1969, le “ Club Nation et Développement ” (CND) pour capturer les technocrates et une partie de l'élite intellectuelle qui a joué un rôle important dans la théorisation du mouvement social de mai 1968 ». (Soleil du 12 septembre 2008).

Il va desserrer l'étau du pouvoir à travers une révision constitutionnelle instaurant en 1970 le poste de Premier Ministre et, quatre ans plus tard, à autoriser la création d'un Parti d'opposition (le PDS). En 1976, il procédera à une ouverture démocratique limitée, dans un premier temps, à trois courants : socialiste (PS) de Senghor, libéral (PDS) d'Abdoulaye Wade, Marxiste (PAI) de Majmout Diop, puis à quatre en 1978 avec la reconnaissance du courant conservateur (MRS) de Me Boubacar Guèye. Quant aux partis non reconnus, ils restèrent dans la clandestinité : And Jef de Landing Savané, le PIT de Seydou Sissokho, le RND de Cheikh Anta Diop, la LD-MPT de Babacar Sané etc. Naquirent sur les flancs de ces partis clandestins, principalement And Jef, des associations culturelles porteuses de « Caada » (culture en wolof), d'obédience maoïste, qui revendiquaient « une révolution culturelle, démocratique et populaire » à la Chinoise. Elles auront pour mission d'accentuer la conscientisation des masses populaires pour venir à bout du « régime néo-colonial de Senghor ».

Les intellectuels, les partis politiques et les syndicats ont influé sur les décisions du pouvoir de Senghor jusqu'à le pousser, entre autres, à quitter « volontairement » le pouvoir le 31 décembre 1980. Par contre la grande masse populaire est restée, subissant le pouvoir, en marge des batailles démocratiques et la presse muselée (Paye Moussa, 1992 : 331). D'ailleurs, si son régime, chancelant, en 1968, a pu résister aux assauts des étudiants et des travailleurs, c'est essentiellement dû « au soutien de la classe maraboutique et des paysans armés de flèches, convoyés vers Dakar » (Le Soleil, Idem).



En janvier 1981, le Premier Ministre Abdou Diouf succède au Président Senghor à la faveur de l'article 35<sup>2</sup> que le principal opposant de l'époque Abdoulaye Wade dénonça vigoureusement sans qu'il soit suivi par les populations. Abdou Diouf démarra, donc, son magistère sous le signe du « changement dans la continuité ». Il opta pour le multipartisme intégral.

Quatre ans après son arrivée au pouvoir, le Sénégal est sous perfusion avec le programme d'ajustement appelé « *Plan d'ajustement économique et financier à moyen terme* » imposé par les institutions de Bretton Woods : la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire international (FMI). Les denrées de premières nécessités augmentent et la subvention de l'agriculture est supprimée. Interviennent, par la suite, le fameux plan Sakho-Loum qui se traduit par la ponction sur les salaires des travailleurs de 15% puis la dévaluation du franc CFA qui va considérablement diminuer le pouvoir d'achat des populations. En réponse se développe une économie alternative à travers l'expansion du secteur informel.

D'éminents intellectuels du parti socialiste : Abdoulaye Elimane Kane, Babacar Sine, Professeur Souleymane Bachir Diagne, Professeur Djibril Samb, Hamath Sall, Ousmane Diakhaté, Moustapha Kassé, Me Aissata Tall Sall, entre autres animèrent le Groupe d'Etude et de Recherche (GER) du Parti Socialiste.

Babacar Sine, l'homme du « compromis historique » (de la « compromission historique », selon ses adversaires), grand théoricien et redoutable débatteur faisait dans les colonnes du Soleil, quotidien national, des échanges de très haute facture avec Bara Diouf à travers un éditorial intitulé « Bara, tu permets ! », sur les grandes questions de l'époque.

Après les soubresauts post-électorales en 1988, suite aux élections présidentielles et législatives contestées, l'espace public a été pleinement investi par la Société Civile ; les organisations droit-de-l'homme telles que l'Organisation nationale des droits de l'homme (ONDH), Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (RADDHO), la section sénégalaise d'Amnesty-International, les Organisations non gouvernementales (ONG) et les associations consuméristes (Association des consommateurs du Sénégal (ASCOSEN), Association des abonnés à l'eau, à l'électricité et au téléphone (ADEETEL), Union Nationale des Consommateurs du Sénégal (UNCS), SOS Consommateurs) vont se mettre au service des populations et tenter de pallier les défaillances des pouvoirs publics. Les organisations féminines telles l'association *Yewwu-Yewwi*, le Conseil Sénégalais des Femmes (COSEF) vont essayer de faire avancer la question genre. Les syndicats tels que le SUTSAS (santé), le

---

<sup>2</sup> L'article 35 introduit dans la Constitution, stipule que Senghor peut désigner son successeur en cas de vacance du pouvoir.

SAES (enseignement supérieur), le Synpics (journaliste), le SUTELEC (électricité) qui composèrent l'UNSA sous la direction du bouillant Mademba Sock ont eu à organiser des grèves mémorables qui ébranlèrent fortement le régime d'Abdou Diouf. Les universitaires Djibril Samb, Souleymane Bachir Diagne, et Malick Ndiaye (un rallié de la dernière heure) ont été proches du régime tandis que Mamoussé Diagne, Iba Der Thiam (après sa rupture d'avec les socialistes), Madior Diouf restèrent du côté de l'opposition. Quant aux syndicats d'étudiants, ils ont connu deux années blanches (1988 et 1994). Les rappeurs ont été à travers leur musique les porte-voix d'une jeunesse en quête d'un mieux-être et aux avant-postes du combat démocratique. C'est ce qui fait dire à Mamadou Abdoulaye Ndiaye et Alpha Amadou Sy :

« La lecture des textes musicaux de ce courant artistique révèle sa prégnance idéologique et politique et son engagement dans la lutte pour le renouveau démocratique. Partant, le courant rap est doublement significatif : il est, d'une part, un mouvement artistique et, d'autre part, il constitue un maillon important du mouvement de jeunesse. Cette doubleur leur confère un statut privilégié sur l'échiquier politique où il constitue des forces du changement » (Ndiaye M. A & Sy A.A, 2003 :53).

Ces musiciens ont largement occupé l'espace public sénégalais, dénonçant vigoureusement les errements du régime socialiste. C'est pourquoi, on peut les considérer comme des sentinelles de la démocratie. L'alternance, à laquelle ils ont grandement contribué, n'a pas atténué leurs critiques.

Autre aspect essentiel : l'irruption des médias privés, particulièrement les radios et les nouvelles technologies avec le portable et Internet qui ont fondamentalement bouleversé l'espace public sous Abdou Diouf. D'ailleurs, pour certains sans ces supports de communication, l'alternance démocratique ne serait jamais intervenue.

En effet, nous pouvons dire, sans risque de nous tromper que, sous Abdou Diouf contrairement au régime de Senghor, il a véritablement existé un espace de dialogue, des cadres de réflexion, de concertation à travers les partis politiques, les syndicats, la société civile, les médias, les nouvelles technologies, les associations de jeunes, de femmes etc. L'opinion publique s'est saisie des messages qui lui ont été lancés et a donc opéré le changement politique qui est intervenu le 19 mars 2000 et mis l'opposant Abdoulaye Wade de 26 ans au pouvoir. Là, nous pensons que l'espace public a été « aseptisé » dans la mesure où les acteurs ont pleinement joué leur rôle ; en dépit des errements du régime socialiste. Et les

socialistes ont pleinement apporté leur contribution, malgré eux. Ils n'avaient le choix, la pression de l'opinion publique a été très forte.

#### – *Espace public et alternance démocratique*

Avec l'alternance démocratique intervenue 2000, surgissent dans l'espace public sénégalais de nouveaux acteurs atypiques qui vont se substituer à l'élite intellectuelle. Ainsi déserté, l'espace public se retrouve-t-il sans âme ; sans communication politique, sans publicité critique. S'agit-il d'un pied-de-nez à la démocratie ?

#### *L'espace public abandonné*

En 2000, Abdoulaye Wade succède à Abdou Diouf à l'issue d'élections triomphalement remportées. L'espoir renaît pour les Sénégalais. On pense qu'il ferait un excellent président de la république car son parcours politique et intellectuel est exceptionnel. Vingt-six ans d'opposition avant d'accéder au pouvoir. L'homme est également réputé : éminent intellectuel, agitateur d'idées hors pair, universitaire chevronné, avocat talentueux. D'ailleurs, ses partisans lui décernent le titre flatteur de « l'intellectuel africain le plus diplômé du Cap au Caire ». Il est considéré comme très rusé, d'où le sobriquet de *Ndiombor* (le lièvre) que lui donna le Président Senghor, son adversaire d'antan.

Il réussit à se défaire ou à brider ses premiers compagnons de l'alternance (Amath Dansokho, Moustapha Niasse, Abdoulaye Bathily, Madior Diouf, Landing Savané, Idrissa seck, Modou Diagne Fada, Macky Sall) pour rester le seul maître du jeu. Vite, la propagande du Parti fait de lui « la seule constante du PDS , les autres n'étant que des variable »<sup>3</sup>.

Il sera, donc, le seul à penser ; toute idée lumineuse provient de sa clairvoyance ; de son génie. Nous ne sommes pas loin du guide éclairé, de l'« omniscient ». Tout se passe comme si, ses partisans refusaient de réfléchir parce que le chef pense à leur place. Les rôles sont ainsi partagés : au Président les idées étincelantes ; aux autres membres et alliés du Parti les insultes, les calomnies, les médisances, les vociférations, les phraséologies et autres inanités de la pensée.

On serait tenté de le penser mais la réalité est beaucoup plus complexe. Car cette nouvelle forme de communication verbale qui envahit l'espace public sénégalais n'est pas seulement caractéristique du PDS d'Abdoulaye Wade. L'opposition, la presse partisane (affiliée au parti au pouvoir), une certaine frange de la presse privée ont « pollué » aussi l'espace public au Sénégal. Est-ce en réaction à la violence verbale (et physique ?) du pouvoir que l'opposition

dégage, elle aussi, une stratégie qui jure d'avec la volonté d'instaurer un débat serein, une confrontation d'idées ? Nous n'en sommes pas sûr.

Par contre, ce qui est certain, c'est qu'avec l'alternance que ce genre de discours s'est considérablement accru, bénéficiant même d'une médiatisation complice. Cela voudrait-il dire qu'au PDS, il n'y a que des gros bras, et point de cervelle ? Assurément non ! Même si le PDS est arrivé au pouvoir exsangue de ses cadres dont la plupart ont rejoint le camp adverse (feu Fara Ndiaye, Me Doudou Ndoye, Me Ousmane Ngom, Jean Paul Diaz, Ahmeth khalifa Niass, Serigne Diop avant de revenir à la faveur de l'alternance) ou abandonné la politique à l'instar d'Amadou Booker Washington Sadji, feu Saliou Kandji. Même si Idrissa Seck, Pape Diouf, Awa Guèye Kébé ont été exclus du parti après l'alternance.

Pourtant dans ce parti, il existe une Cellule Initiatives et Stratégies (CIS) du Parti Démocratique Sénégalais, créée tout au début de l'alternance par Macky Sall, ex Premier Ministre et actuel Président de l'Assemblée Nationale. Mais cette cellule ressemble, pour ses membres « intellectuels », plus à une échelle pour se hisser vers les cimes du pouvoir que d'instaurer un véritable cadre de réflexion susceptible d'éclairer l'action du pouvoir. En témoigne l'ascension fulgurante de son Président qui a occupé de très hautes fonctions dans la hiérarchie du gouvernement et de l'Etat. D'ailleurs, cette structure est devenue discrète du fait des difficultés de son instigateur en délicatesse avec le camp présidentiel.

Il s'y ajoute qu'un pan entier de l'élite intellectuelle a rallié le pouvoir au lendemain de l'alternance. Nous pouvons en citer l'économiste Moustapha kassé, le Physicien Christian Sina Diatta, le mathématicien Mary Teuw Niane, les juristes Pape Demba Sy et Moustapha Sourang, les historiens Iba Der Thiam, Penda Mbow, le philosophe Mamoussé Diagne, le journaliste et écrivain, El Hadji Kassé, Makhmout Saleh, Doudou Sarr, Docteur Cheikh Tidiane Gadio, la liste n'est pas exhaustive. Sans doute qu'il existe parmi ceux-ci des personnes de bonne foi, qui, dans l'enthousiasme de l'alternance ont fait montre d'un patriotisme exemplaire. Mais dans la pratique, par delà les intentions, ce que révèle l'espace public c'est le triomphe des reniements, de la transhumance participant de ce que Bayart appelle « la politique du ventre ». L'intellectuel est ravalé au second plan dans un contexte de monétarisation des relations sociales ; le pouvoir économique prend le dessus sur toute autre considération. Beaucoup plus, avec l'alternance, la politique devient un raccourci pour faire partie de la classe des possédants. Vociférer, insulter voire agresser les adversaires du chef de l'Etat, constitue un moyen sûr pour accéder à une position confortable dans l'appareil du parti qui se confond avec celui de l'Etat. Une telle situation confère également le pouvoir économique.

L'élite intellectuelle, en particulier universitaire, est complice de cette situation. Tel un vautour, elle s'est davantage soucieuse de prébendes, de postes de sinécure et autres augmentations de salaires. En réalité, comme le disait Ameillon à propos des indépendances africaines en parlant « de rente raciale », du fait que les élites africaines étaient pressées de prendre la place des Blancs pour exploiter plutôt leurs propres frères, il convient de parler, avec l'alternance, de « rente politique », un moyen sûr d'accéder à la richesse sans gros effort. Il suffit de savoir faire l'éloge du Prince au propre comme au figuré. D'ailleurs l'opinion ne s'est pas trompée en parlant d' « *alternoce* » !

Il est à remarquer que le professeur Iba Der Thiam, Docteur Bacar Dia, Aziz Sow, Me Amadou Sall sont prompts à défendre Abdoulaye Wade et son régime contre vents et marées. Sous l'ère Wade, l'impression qui se dégage est celle d'un refus de la publicité critique au sens habernassien du terme.

#### L'espace public « squatté »

Les intellectuels abdiquant, la nature ayant horreur du vide, l'espace public est occupé par des politiciens étranges. Ceux-ci peuvent être regroupés en trois (3) catégories : les « *volubiles* » (Maître El Hadji Diouf, Maître Abdoulaye Babou, Maître Amadou Sall, Professeur Iba Der Thiam) , les « *caractériels* » (Barthélémy Diaz, Doudou Wade, Moustapha Cissé Lô) les « *extravagants* » (Mohammed Massaly et Farba Senghor). Il convient de signaler que cette catégorisation n'est pas aussi tranchée. Afin de mieux cerner les comportements et propos de ces hommes politiques, nous ferons place aux jugements d'internautes qui se sont exprimés sur la toile.

- **Les « volubiles »**

Pour l'essentiel, ce sont des avocats. A l'instar des sophistes de l'antiquité grecque, ils maîtrisent la rhétorique, l'art de parler. De la vérité, ils peuvent en sortir le mensonge et du mensonge, la vérité. Pour certains d'entre eux, ils sont en mesure de soutenir une chose et son contraire. Pour d'autres, ils sont capables de renier aujourd'hui ce qu'ils ont adulé hier et vice versa. Pourvu que leur intérêt soit sauvegardé. Autant dire qu'ils sont adeptes de Machiavel. En se penchant sur leur trajectoire politique, les arguments pour étayer cet état de fait ne manquent pas.

Ainsi, Me El Hadji Diouf, militant du Parti Socialiste dans sa prime jeunesse, a rejoint, étant étudiant, la LD/MPT d'Abdoulaye Bathily et cheminé, enfin, avec le bouillant syndicaliste Mademba Sock dont il fut le directeur de campagne aux Elections de 2000. Il préféra voler de ses propres ailes en fondant le Parti des Travailleurs et du Peuple (PTP) dont il devient le

leader. Ayant soutenu Me Wade au second tour des élections, à travers la coalition FAL (Front pour l'alternance), il s'opposa, par la suite, au PDS. Ses diatribes contre le Président Wade furent très dures. Il n'hésite pas à clamer partout sa noblesse. En effet, il va revendiquer le titre de Bour Saloum (Roi de Saloum, ancien royaume du Sénégal) qu'Il disputera au Président Wade à qui les populations locales avaient symboliquement donné le titre de Bour Saloum. Lorsqu'il rejoignit le camp présidentiel et qu'il devint ministre du réseau hydrographique national, des canaux latéraux dans le Gouvernement du Premier Ministre Macky Sall, il changea radicalement de discours. Désormais, thuriféraire du Président, il s'attaqua avec violence à Idrissa Seck, l'ex-Premier Ministre, adversaire du Président aux élections présidentielles. Il quitte le gouvernement à l'issue des élections législatives, et devient député, élu sur la liste de la Coalition Sopi de l'alliance qui soutient le Président Wade. Remonté contre le pouvoir de Abdoulaye Wade, parce qu'il ne fait pas partie, selon certains, des membres du bureau de l'assemblée. Il commence d'abord par s'attaquer, violemment, au Président du groupe parlementaire de sa coalition sur les ondes de la radio RFM (sources : Nettata, du jeudi 10 juillet 2008): il est « malhonnête » quand il se dit « soulagé » par la démission du député Moustapha Cissé Lô du groupe parlementaire majoritaire à l'Assemblée nationale ».

Réagissant à la sortie de Me El Hadji Diouf dans l'espace public que constitue la toile, un internaute ironise le 10 juillet 2008 à 19 heures 49 sur le site Rewmi.com : « j'aime ces beaux parleurs ».

A 21 heures 08, plus acerbes, un autre juge :

« Me El Hadji Diouf est tout sauf un homme respectable, intelligent, crédible et responsable. Voici un homme qui n'a que sa langue, sa bouche braillarde, sa grande gueule doué d'un grand menteur. N'est ce pas lui qui avait traité l'ancien Pm Idrissa Seck de tous les noms d'oiseau et qu'il a accusé de tout et ce qui lui, d'ailleurs valu d'être nommé Ministre des marres et des eaux pour un temps très limité. (...) Force est de reconnaître que ces gens là seront un jour démasqué et renvoyé au chômage. ».

Interviewé par Pape Alé Niang dans le site <http://leral.net>, du jeudi 14 Août 2008, Maître El Hadji Diouf affirme son intention en wolof de « jeter Abdoulaye Wade et son pouvoir à la poubelle ».

Incrédule, un internaute s'interroge sur le même site le lendemain le 15 août 2008 à 15:28 : « khana kay qui dou maitre (sic) l'histoire retiendra tout » (littéralement : Non ce n'est pas Maître ... ? ». Un autre, le 26 août 2008 à 12h27, fait le commentaire suivant :

*« J'avais beaucoup d'estime pour maître (sic) El Hadji Diouf ; mais il ne mérite plus cette estime et comme dit l'adage je cite : "la critique est toujours vaine" avoir critiqué le régime de maître Wade ; il est revenu pour l'intégrer comme ministre d'état (sic) et faisant l'éloge de maître Wade dans son fief [de] kaolack. (...) j'ai assez de ses beaux discours empoulées (sic) d'expressions savantes et qu'il retourne cultiver la terre ; parce qu'il ne mérite pas son rang social. La noblesse qu'il clamme (sic) au (sic)[haut] et fort sur toutes les ondes des stations radiophoniques du Sénégal n'a plus sa raison d'être (sic) après avoir vendu sa dignité; vraiment il fait la honte des saloum saluom (sic) [Saloum-Saloum]; et sine -sine ».*

A l'instar de Me El hadji Diouf, son confrère Maître Babou, ne semble pas jouir de l'estime des internautes, en raison, lui aussi, de ses nombreux volte –face. Militant du Parti Socialiste, il suivit Moustapha Niasse, après son départ du PS, pour fonder avec lui l'Alliance des Forces du Progrès (AFP). C'est ainsi qu'il en devient le porte – parole, ne ratant jamais l'occasion de tirer à boulets rouges sur le Président Abdoulaye Wade et son régime. Depuis, Maître a tourné casaque. C'est justement, ce que lui vaut cette attaque de son successeur et ex-camarade de parti, Madame Héléne Tine, porte - parole de l'AFP :

« Muet depuis un certain temps, les observateurs avertis de la scène politique étaient quasi sûrs que cela ne pouvait pas durer trop longtemps, tant maître Babou était présent dans l'arène politique par ses déclarations fracassantes. Bouillant, Babou l'est, et les murs du silence dans lequel il s'était retiré ne pouvaient être que trop exigus et inconfortables pour lui. C'est donc tout naturellement que nous attendions tous le retour du tonitruant Babou de l'Afp (...) La nouveauté dans ce retour n'est donc pas l'éloquence et les qualités de grand orateur que nous reconnaissons tous à Maître Babou, mais ses cibles principales : Niasse et l'Afp. L'échos des propos de Babou, qui tombent comme une sentence quarante huit heures seulement après son audience avec Maître Wade (..) »

Devenu ministre à l'instar de son compère, toutes ses flèches sont décochées en direction de ses anciens camarades de parti, particulièrement son leader Moustapha Niasse.

A la faveur d'un remaniement ministériel, après les élections législatives, exclu du gouvernement, il devient député simple et reprend ses critiques acerbes contre Abdoulaye Wade. Dans le site <http://leral.net>, du 5 août 2008, en wolof il affirme ceci :

*«Le président, depuis qu'on l'a réélu, son seul souci c'est de nouveau se faire réélire, pendant ce temps, il ne s'occupe pas des problèmes des sénégalais. J'ai entendu un paysan dire, parce la bonne parole et la sagesse viennent des paysans, que le Président voyage beaucoup à l'étranger et on lui y décerne des médailles. Nous les paysans, c'aurait été mieux si nous lui avions octroyé ces médailles. Il n'a qu'à rester au pays jusqu'à ce que les paysans lui octroient des médailles. Ce sont seulement des escales qu'il fait dans ce pays».*  
(Traduction assurée par l'auteur).

En réaction à ces propos de Me Abdoulaye Babou, la toile a fait parler la rage des internautes. Ces quelques points de vue apparaissent :

- Quelqu'un affirme à l'endroit de Me Babou: « mais j'ai pitié pour toi (sic) espèce de ... » (07août 2008 à 17h 54).
- Un autre exhorte le journaliste en ces termes : « Pape Ale, je vous encourage. depuis les USA il faut continuer à rappeler aux gens les dires des faux types que sont certains politiciens (...) » (10 août 2008 à 12h 08).
- Celui-ci, méprisant, fait le commentaire suivant : « Il n'a pas honte. Leup ndakh gourou aduna rek [Tout cela pour le pouvoir d'ici-bas] ... ». (11 août 2008 à 17 h 10).
- Un quatrième l'apostrophe en ces termes afin de lui rafraîchir la mémoire : « Maitre (sic) Babou, Te rapelles (sic) tu de tes propos et maintenant tu es le défenseur de Wade uniquement à cause de l'argent... » (12 août 2008 à 14h 06).
- Celui-ci s'indigne, dépité : « c'est vraiment honteux gni amou gnou lougnouye djonbe » [ces gens-là n'ont pas de dignité] (12 août 2008 à 19 h 53).
- , Un internaute convoquant les valeurs de notre société condamne : « (...) Il faut que les notions de "Joom", "foula" et "Fayda" que véhiculaient nos ancêtres renaissent, pour que de vils personnages, comme ces " politiciens" là, ne soient des contres exemples pour nos fils! (...) » (13 août 2008).
- Pour cet autre, c'est l'argent qui pervertit les valeurs : « They khaliss!!! [Ô ! L'argent] Il est la cause de tout ceci, mais personne n'emmènera un centime dans sa tombe! Seuls les bienfaits accompagneront les morts!
- (...) Quand on lutte pour une cause, il faut y aller avec conviction et honneur sans contre partie. Mais Wade (...), il n'est là que pour éliminer les gueulards! Demandez à ce Babou où se trouve maintenant sa langue!? khana dans sa poche » (13 août 2008 à 12 h 15).
- Ce commentaire interpelle le journaliste : « Pape Alé, crois moi! Gnii defoumaleen nawle [je n'en fais pas des égaux] ce sont de vulgaires opportunistes en tout cas l'œil de Caïn est là » (13 août 2008 à 19 h 09).



Le troisième avocat est Me Amadou Sall, porte – parole du Président de la République. A l’entendre, parler on a l’impression qu’il s’agit d’un enregistreur, tellement il est volubile. Quelques points de vue d’internautes pourraient nous édifier sur le sentiment de l’opinion sur sa personne suite à l’article intitulé «Me Amadou Sall, porte-parole de la présidence : 'Me Wade n’a pas changé d’avis sur les assises nationales » paru dans le quotidien : *Wal Fadjri* le mardi 22 Juillet 2008 et repris dans le site [seneweb.com](http://seneweb.com) :

- Un internaute, méprisant, juge : « de toutes les façons c est 1 avocaillon » (sic).
- Un autre déclare :

« Terribles, quand-même, ces hommes qui se disent conseillers de WADE. Ils ne se cherchent de la personnalité que dans la façon [de] tordre et retordre leur bouche, de leur donner des rictus. Au-delà, rien. Faut regarder cet homme parler, on dirait un bad boy sorti fraîchement de l’école de la rue, tellement il tient à inspirer la terreur aux autres. Terrible façon de défendre son gagne pain au sommet de la République. Je n'en dirai pas plus. J'ai des choses plus urgentes à faire qu'à essayer d'analyser le contenu d'une communication sans principes républicains ».

- Favorable au porte – parole du Président de la République, un autre apprécie :

«La sortie du porte parole du président de la république Me Amadou Sall sur canal info est venue à son heure puisqu’elle a permis à [de] nombreux sénégalais de comprendre parfaitement le discours de Me Abdoulaye Wade que d’aucuns ont voulu de façon malicieuse, qualifier de fuite en avant. Le Sénégal regorge beaucoup de compétences dans tous les domaines et ces derniers sont à côté du président pour lui prêter main forte dans sa noble et exaltante mission ».

- Un troisième lui rétorque :

« (...) Tu prends les Sénégalais pour des canards qui attendent la tirade de ce monsieur Sall pour comprendre ce qui se passe.T'es dépassé gus à moins que tu ne sois un sacré cireur de bottes.Le Sénégal a des compétences (indiscutables) mais elles ne sont pas là où tu penses (...) ».

Quant au Professeur Iba Der Thiam, il fut ministre de l'Education Nationale sous Abdou Diouf, animateur du mouvement « *Abdoo gnu dooye* » (Abdou Diouf nous inspire confiance) et grand pourfendeur de l'opposant Abdoulaye Wade. Aujourd'hui, qu'il est au pouvoir, c'est son plus grand défenseur. Pour rappel, aux élections de 2000, il s'était farouchement opposé à la candidature unique de l'opposition car jugeant Abdoulaye Wade inconstant dans ses positions. Avec son parti CDP/Garab gui, il fit cavalier seul au premier tour des élections Présidentielles de 2000, ne rejoignant la coalition FAL de l'opposition qu'au second tour de ces élections. D'ailleurs, la presse sénégalaise n'a pas manqué de sortir des archives sonores, les déclarations sarcastiques d'antan du Professeur Iba Der Thiam en direction du Président Wade. Ainsi, dans le site [Leral.net/iba-der-thiam](http://Leral.net/iba-der-thiam), l'élément sonore intitulé « Iba Der Thiam appréciait en ces termes Abdoulaye Wade, chef de l'opposition » révèle ces propos de l'ex – animateur du mouvement de soutien au Président Abdou Diouf dénommé « *Abdoo gnu dooye* ».

« Le mouvement *Abdoo gnu dooye* ne peut voter pour un candidat à la magistrature suprême qui, après avoir abandonné le Sénégal à ses difficultés pendant neuf (9) mois ; consacrés à gagner de l'argent à l'étranger, surgit un certain jour comme un diable de sa boîte et déclare (...) détenir les solutions miraculeuses de tous les maux dont souffrirait notre pays. Le mouvement *Abdoo gnu dooye* ne peut soutenir un candidat à la pensée incohérente qui n'a ni suite dans les idées, ni logique dans le raisonnement et qui présente, selon son humeur, les circonstances et les intérêts du moment des déclarations dont le paradoxe, les contradictions et l'inconséquence crèvent les yeux de toute évidence » (transcription assurée par l'auteur).

Cette longue tirade de cet internaute explique, de son point de vue, ce qui justifie le revirement du Professeur Iba Der Thiam :

« Qu'est-ce que vous voulez ! Il est difficile de rester sourd à l'appel des sirènes dont les chants ont l'air des cliquetis des pièces de monnaie et les frou-frou (sic) des billets de banque. Le théoricien du diom [dignité] a été envoûté par les mélodies fiduciaires aux effluves de pétrole sortant des valises de Tripoli. Ainsi, si "le pouvoir rend fou", les espèces sonnantes font trébucher les plus solidement ancrés dans leurs convictions. Iba Der à la science émoussée, car enivrée par les lueurs des ors du Palais [que] lui a fait voir le maître des lieux, l'ex-député du peuple à qui il a tourné le dos sans état d'âme est devenu un mendiant d'honneurs et de privilèges qu'il n' a jamais eus durant sa longue traversée dans le désert politique de notre pays », ( le samedi 27 septembre 2008 à 21 heures 43). .

Celui-ci estime nécessaire de recourir aux archives : « Il est bon de rafraichir la mémoire des sénégalais et d'informer en même temps ceux qui n'ont pas eu la chance d'être témoins de l'histoire », (le 28 septembre 2008 à 1 heure 22).

Cet autre internaute n'est pas tendre avec le Professeur Thiam : « ce vieux opportuniste, dit – il, est vraiment tombé trop bas. Parfois il est bien de mourir très tôt pour ne pas souillé (sic) sa dignité et sa personnalité (sic) après », (le 28 septembre 2008 à 1 heure 28).

Saluant cet éclairage du site Leral.com celui-ci déclare :

« leral yenafi [ vous avez éclairé, ici] (...) na si yen ni la moko yor [ c'est vous les vrais] kom ca khaleyti dougnou len roy [de ce fait, les enfants n'en feront pas des modèles parceke [parce que] ces [c'est] des gens pouri (sic) très bien, c (c'est) bien fait come (sic) ca[ça] les nouveau jeune politicien (sic) sache (sic) la raison gardée (...) », (le 28 septembre 2008 à 10 heures 05).

Pour cet autre internaute, cette sortie du Professeur Iba Der Thiam est la preuve éclatante que les politiciens n'ont pas de code d'honneur : « bravo, déclare – t-il, ainsi, à nous autres découragés de la chose politique depuis belle lurette, sommes encore plus convaincus que ces politiCHIENS<sup>4</sup> sénégalais [Sénégalais] "gueumougnou dara"[ne croient en rien] .La liste est longue », (le 28 septembre 2008 à 15 heures 18).

C'est, donc, cet homme politique qui a annoncé, dans une dépêche de l'Agence de presse sénégalaise (APS) datée du Lundi 11 Août 2008 la création, avec une groupe d'intellectuels, de chercheurs et de leaders d'opinion, d'un "Club indépendant d'analyses politiques et sociales, d'études économiques et de prospective géostratégique", dénommé "Pincc".

Sans doute ce professeur agrégé d'Histoire et membre du comité scientifique chargé de rédiger l'Histoire Générale de l'Afrique veut instaurer un véritable cadre de réflexion pour pallier l'absence de débat intellectuel au sein du PDS dans lequel il a fondu son Parti. Mais les internautes qui sont intervenus dans le site Alpha -2.info du mercredi 27 août, sont sceptiques quant à l'aboutissement et à l'efficacité d'un tel projet. Voilà les différents points de vue qui y sont apparus :

---

<sup>4</sup> Il s'agit d'un mot inventé par le mouvement Hip Hop, combinant politique et chien aux fins de railler les politiciens peu scrupuleux.

- « Der veut avoir un moyen pour se remplir encore les poches C'est fou comme nos politiciens sont avides d'argent » (11 août 2008 à 15 H 50).
- « C'est une très bonne idée, mais je pense que seules les idées ne feront pas avancer les choses ». (11 août 2008 à 16 H 10).
- « Les idées et les projets ce n'est pas ce qui manque aux sénégalais mais c'est la réalisation. Arrêtez de créer et mettez vous au travail avec ce qu'il a ». ((11 août 2008 à 16 H 16).

Force est de constater que ces hommes politiques dont il est question, ici, sont pour la plupart d'éminents intellectuels qui font autorité dans leur domaine respectif. Dans l'opposition, ils ont été remarquables dans les débats d'idées, défendant avec fortes convictions la cause du peuple. Dans des positions de pouvoir et de rente, ils sont prêts, s'alliant avec le régime, à défendre des causes injustes, à voter des lois scélérates lorsqu'ils sont élus du peuple ou à s'emmurer face à l'injustice dans un silence coupable. Là, l'on pourrait penser à l'intellectuel malhonnête et au militantisme alimentaire.

- **Les « caractériels »**

Leur comportement frise l'insolence. La dureté de leur propos et de leur comportement n'épargne personne quand il s'agit de défendre leurs idées, leur leader ou leur parti. Ils sont les centurions de la politique sénégalaise. Le plus en vue parmi ces hommes politiques est, sans conteste, Barthélemy Diaz, surnommé « l'enfant turbulent de la politique sénégalaise ». Il ressemble à son père Jean Paul Diaz, leader du Bloc des Centristes Gaindé (BCG). Ainsi, comme le peint Le journal Quotidien du 27 MARS 2008 cité dans le site [www.seneweb.com](http://www.seneweb.com) :

« Il a tout de son père : la verve, la virulence et l'opposition au régime de Wade. Mais il n'aime pas être comparé à lui. A trente ans, il a préféré la case socialiste au Bcg de son père. Ce qui ne l'empêche pas d'être un fervent défenseur de papa (...) Derrière ses lunettes noires qui font penser à la Cosa Nostra italienne, une photocopie conforme de son père. Ils se ressemblent trop (...) Pour papa et maman, il est prêt à affronter l'Etat. Comme son père promet l'enfer à qui touchera à son fils (...) Barthélémy, pour chaque affaire ou presque, enfonce le clou. Il aime attiser le feu. Son verbe est fracassant (...) Il se braque sur le président de la République en toutes circonstances pour dire l'innommable. C'est que, le bonhomme ignore ou feint d'ignorer tout de la bienséance du Sénégalais lambda qui veut «qu'on laisse Gorgui faire son travail» et fait fi de la morale populaire qui met le «Vieux» hors portée de critique. «Mag ken douko khass» [un vieux, on ne le critique pas]. Barthélémy

ne s'emprisonne pas dans toutes ces considérations socio-culturelles. Son avis, c'est sa conviction. Et il le dit haut et fort. Sans mettre de gants, préférant toujours le mot qui blesse, qui tue. Le tout dans un style sans image et un langage direct dépourvu de formule diplomatique, comme seuls les Dias savent le faire. «C'est le genre de mec qui appelle chat par chat», (...)

Actuellement, il est le responsable national des jeunes socialistes et coordonnateur des activités de jeunesse du Front Siggil Sénégal, un front de l'opposition. Beaucoup d'observateurs de la scène politique sénégalaise lui prédisent un avenir politique brillant s'il arrivait à être plus pondéré. Comme l'atteste cet internaute, commentant l'article du journal Le quotidien :

*« Voici un garçon courageux, qui combat rigoureusement le régime de Wade. C'est dommage qu'il soit, en ce moment, le seul à (sic) plaider pour la cause des Sénégalais exploités par ce régime corrompu. Toutefois, (...) ce ne serait pas une mauvaise chose qu'il mette un peu d'eau dans son vin, car il tranche parfois en usant d'insultes, mais il se calmera avec de la maturité qu'il acquerra (sic) au fur du temps ».*

Son adversaire politique du Parti Démocratique Sénégalais Doudou Wade, neveu du Président de la République est tout aussi caractériel. Il est le président du groupe parlementaire « Libéral et Démocratique » majoritaire à l'Assemblée Nationale. Il ne rate jamais l'occasion de s'en prendre tant à ses partisans qu'à ses adversaires de l'opposition. Ses déclarations sont fracassantes. Ainsi, au cours d'un Congrès de fusion entre le Parti démocratique sénégalais (Pds) et l'Union des forces patriotiques (Ufp) de Me Massokhna Kane, il appela à l'assassinat des responsables de l'opposition s'ils maintiennent « leur volonté de mettre le feu dans le pays », menaces prises très au sérieux par les leaders des partis membres du « Front Siggil Senegaal » (Nettali, 1 août 2008).

Réagissant vigoureusement à ces propos, les jeunes du Mouvement national des jeunes socialistes (MNJS) dirigé par ce même Barthélémy Dias répliquèrent au cours d'une conférence de presse pour mettre en garde les « fous de la République » : « Toute atteinte, avertissent-ils, à l'intégrité physique des leaders du Front Siggil Senegaal (...) D'ici 10 ans, s'il arrive quelque chose à nos leaders, nous nous en prendrons à Doudou Wade, à sa famille et à ses proches » ( Nettali, idem).

Si l'opposition essuie ses attaques, ses partisans ne sont pas en reste, ils reçoivent eux aussi une volée de bois vert de Doudou Wade. Ce qui fera sortir de ses gonds, le Député Me El Hadji Diouf, membre de sa coalition :

« Il est en train, tempête - il, d'empoisonner et de polluer l'atmosphère du groupe parlementaire (...) Doudou Wade est un sectaire, un grand comploteur devant l'Éternel. Il monte les uns contre les autres. Il dénigre et divise les gens. Il n'a pas les qualités d'un dirigeant. Surtout qu'il est très limité intellectuellement et n'a pas d'expérience politique». Sinon, s'interroge Me Diouf, «comment il peut dire que si Me El Hadji Diouf était fort, il n'allait pas venir s'allier avec nous. Il serait parti seul». (Diakhaté Awa, 2008). Il s'y ajoute, d'après la presse, qu'il s'en est pris violemment à son jeune collègue député Aliou Sow, Ex-ministre de la jeunesse qu'il a giflé. C'est ce que révèle le site : [www.ferloo.com](http://www.ferloo.com) du 9 juillet 2008 qui explique que c'est parce que le jeune député a désobéi aux ordres donnés par Doudou Wade qui interdisaient la convocation d'une réunion de la commission des affaires étrangères :

*« l'information a été d'ailleurs confirmée sur les ondes des radios de la place par le jeune Abdou Mbow, proche d'Aliou Sow, ancien ministre de la jeunesse. En effet, selon Abdou Mbow, "Doudou Wade est entré dans la salle où la Commission des affaires étrangères dirigée par Aliou Sow se réunissait et a débranché tous les files électriques des haut-parleurs. Avant d'insulter de père et de mère l'ancien ministre de la jeunesse." Pour sa part, Doudou Wade n'a pas démenti l'information. Selon lui, c'est Aliou Sow qui a voulu aller à l'encontre de la décision du groupe de bloquer le fonctionnement de l'hémicycle. Il avertit d'ailleurs que cette attitude ne sera pas sans conséquence ».*

Commentant les méthodes de Doudou Wade, certains internautes ont condamné. En voici quelques morceaux choisis :

- Pour [lerufisquois.com](http://lerufisquois.com), « il a poussé le bouchon un peu loin jusqu'à affirmer qu'on va les [les leaders de l'opposition] assassiner (...) ».
- Il en est de même dans le site Alpha - 2.info du lundi 28 juillet 2008 où un internaute apprécie :  
« Si en toute vérité il a prononcé ces phrases, il ya lieu de l'inculper pour incitation au meurtre. Un simple citoyen qui ferait une telle déclaration serait rapidement inculqué.

Cela est assez édifiant sur la nature de ce qui nous gouverne j'espère qu'il va déclarer ne l'avoir jamais dit je l'espère » (28 juillet 2008 à 09 h 56).

- Allant au-delà des agissements de Doudou Wade, cet internaute en profite pour clouer au pilori le régime du Président Wade :

« (...) Si ces propos rapportés sont vrais, alors je pense que ces gens du pouvoir sont aux abois. Ce sont des menaces de mort qu'il aurait proférées à l'endroit des chefs de l'opposition. Wade a donc désormais dans son collimateur la presse indépendante et l'opposition sénégalaise. Ben je suis tout à fait d'accord avec toi, dans un état de droit cet homme devrait être inculpé pour incitation au meurtre. Mais vu que l'on est dirigé par un despote, j'ai bien du mal à imaginer que la justice s'en saisisse » (28 juillet 2008 à 09 h 58).

- Cet autre se veut alarmiste dans ses propos :

« Si cette déclaration est vérifiée, cela constitue une alerte pour tous ceux qui sont sur la liste rouge du régime libéral. C'est à dire pour tous les dignes fils de ce pays qui ne peuvent concevoir l'idée qu'un homme sain puisse se rabaisse (sic) , même sous la menace d'un criminel politique » (28 août 2008 10 h 41).

- Là, un internaute apporte de l'eau au moulin de Doudou Wade, fustigeant au passage le comportement belliqueux de l'opposition :

« Il faut être contracter ( sic) par la cécité intellectuelle pour ne pas croire à juste raison aux propos de Doudou Wade .Nous avons une opposition qui passe tout son temps à poser des actes qui sont de nature à compromettre la paix sociale du pays et la cohésion nationale ,dans ces conditions le peuple a fini de prendre une distance objectivante avec cette opposition qui n'hésite pas à pactiser avec des forces internationales mafieuses pour fossoyer la paix au Sénégal ». (28 août 2008 à 10 h 53).

- Pour celui-ci, Doudou Wade doit tout simplement garder profil bas : « Doudou Wade tu n'a rien, tu ferai (sic) mieux de te taire quand les intellectuels (sic) parlent tu doit (sic) te taire. Entre l'opposition et toi il n'y même pas photo (28 juillet 2008 à 14 h 47).

- Enfin cet autre amateur de la toile estime que Doudou Wade doit s'occuper de son travail au lieu de s'attaquer aux gens : « Mais ce Doudou Wade là, li pense que les gens ont sont (sic) temps (sic).Cesse d'accuser à tord (sic) les gens et fait ton travail c'est plus intéressant que ces palabres qui nous cassent les oreilles. » (28 juillet 2008 à 17 h 16)

A côté de Doudou Wade, un autre sanguin, qui, d'ailleurs, ne s'entend pas avec lui, occupe l'espace médiatique. Il s'agit de Moustapha Cissé Lô, un transfuge du Parti socialiste,

surnommé « *El Pistoléro* » en raison de sa promptitude à sortir un *pistolet* lorsqu'il est contrarié. Ce qui révèle une facette de la personnalité de ce député du PDS. Téméraire, il l'est car il a osé défier ouvertement le camp présidentiel, engageant un bras de fer épique avec le Président de son Groupe parlementaire dont il démissionna. En tout cas c'est le point de vue de Daouda Thiam dans le journal L'AS du mardi 29 juillet 2008 :

« En voilà enfin un député du Pds qui a osé monter sur le ring, pour, à Wade rappeler que les véritables urgences des Sénégalais ne se trouvent guère dans la modification de l'article 27<sup>5</sup>. Moustapha Cissé Lô a martelé hier avec force que «le Chef de l'Etat devrait plutôt s'atteler à trouver des solutions aux multiples problèmes que traverse le pays et non sur sa succession. Je me verrai dans l'obligation de sanctionner négativement cette loi», a-t-il déclaré, exhortant Wade à retirer ce projet de loi, «qui va à l'encontre de l'intérêt du peuple». (...) Moustapha Cissé Lô, qui croit également que l'Assemblée nationale est composée en majorité d'élus qui n'honorent pas la fonction pour laquelle ils siègent à la place Soweto, demande la dissolution de cette chambre. Aussi, souhaite-t-il la mort du Sénat». (...) «Je reste collé au libéralisme. J'ai démissionné du groupe parlementaire et non du parti » (...). El pistoléro a aussi vidé son chargeur sur l'entourage du locataire du Palais, qu'il peint sous les traits d'un groupe d'individus hypocrites qui ne disent jamais la vérité au chef de l'Etat. Dans la foulée, il a demandé à Doudou Wade d'arrêter de «mentir au peuple». Mais, en attendant que celui-ci donne une suite à sa requête, Moustapha Cissé Lô promet «de lui envoyer une sommation interpellative afin qu'il confirme ou infirme des propos qu'il a tenus à son égard».

Sur la toile, les actes posés par Moustapha Cissé Lô sont diversement appréciés :

- Cet internaute le considère comme un « héros de la nation » (25 juillet 2008 à 21 h 19).

Pour cet autre, son combat n'est pas celui du peuple : « C'est entre vous on s'en fout, nous, nous pensons comment trouver quelque [chose] a (sic) mettre sous la dent. Le pays est a (sic) genoux, le peuple a faim, alors k [que] les membres du Pds et du gouvernement vivent dans l'opulence » (29 juillet 2008 à 02 h 57).

Celui-ci est plus virulent dans ses attaques : « Casse-toi Moustapha. Faut (sic) pas nous prendre pour des demeurés comme ces stupides supporters du PDS et compagnie. Tu ne peux pas passer ton temps à accuser un Gang d'être un Gang, et de continuer aujourd'hui plus que jamais à passer de la pommade au chef de ce gang qui

---

<sup>5</sup> Il s'agit de la modification de l'article 27 faisant du Sénat, la première chambre du parlement. Ce qui fait de son Président la deuxième personnalité de l'Etat.



ordonne, commande, oriente, confirme, nomme, dégomme, aplatit, écrase. Donc tes gérémiades (sic) et gesticulations ne trompent personne. (...) » (29 juillet 2008 à 10 h 04).

Cet internaute dénonce le caractère versatile de Moustapha Cissé Lô :

« Avez- vous compté le nombre de fautes de français de "l'expert en commerce internationale" Moustapha LO, lors de son point de presse ? Après avoir caresser (sic) DIOUF [Abdou], puis WADE [Abdoulaye], il faut vous attendre à ce qu'il fasse la bise à Tanor [Dieng de son nom, actuel leader du PS] si ce dernier revenait au pouvoir. C'est le fou de la maison »(29 juillet 2008 à 12 h 55).

- En filigrane, celui-ci, l'accuse de n'avoir pas dénoncé, avant, les travers du camp présidentiel et finit par plaindre le peuple :

« C'est maintenant que ta bouche s'ouvre pour parler des maux et de l'entourage du président. Vous êtes tous pareils. Des ingrats, des hypocrites et des avides d'argents et de pouvoir. Malheur au peuple sénégalais car aucun des dirigeants actuels (député, maire, ministre, conseiller [et] j'en passe) ne se soucis (sic) de la pauvre [té] du peuple qui leur a donné le pouvoir. Leur seul soucis (sic) est comment faire détourner les milliards mis à ma (sic) disposition. C'est dommage car on ne verra jamais le bout du tunnel avec cette mentalité des sénégalais ». (29 juillet 2008 à 13 h 09).

Avec ces caractériels, la violence verbale peut revêtir une forme cathartique dans la mesure elle est une sorte d'exutoire pour déverser le trop plein de frustration, de colère, de mal-vivre d'une société minée par ses propres contradictions. Elle peut aussi être feinte pour des acteurs (politiques) qui ont le sens de la théâtralisation, de la maîtrise de l'art politique. Car comment comprendre que des adversaires irréductibles en public arrivent à entretenir les meilleures relations en privé ? Là, il convient plutôt de parler d' « *espace public-spectacle* » à l'instar de la « *société – spectacle* » (Debord Guy, 1971) et de l'« *Etat-spectacle* » (Schwartzberg Roger-Gérald, 1977).

Enfin, la violence politique peut être le fait de garde –chiourmes, et de militants violents manipulés par les politiques aux fins de déstabiliser l'adversaire *intra muros et extra muros*. Dans une telle situation, de la violence verbale à la violence physique, le rubicond est vite franchi.

- **Les « extravagants »**

On les prendrait pour des gens ordinaires sortis des bas-fonds de la plèbe. Leur comportement extravagant et leur discours iconoclaste laissent apparaître des personnages atypiques, « hors-du-commun ». Leur niveau d'étude semble passablement moyen. Aux yeux de l'opinion, ils

sont ignorants. Et pourtant ils sont à des sphères très élevées du pouvoir. Craints mais méprisés, rien n'est de trop pour défendre celui qui les a mis dans cette position enviable et enviable. En réalité, ils apparaissent comme les hommes des sales besognes. Téléguidés ou non, ils savent anticiper les désirs du Prince quand il s'agit de « descendre » à la manière des acteurs de séries B, l'adversaire ou le partisan jugé trop ambitieux.

Mohammed Lamine Massaly est le responsable des jeunesses Wadistes et Président du Conseil d'Administration de Dakar Nave. Il est proche de la famille présidentielle.

Et lorsqu'il s'est agi d'attaquer le Président de l'Assemblée nationale et numéro deux à l'époque du PDS, il a occupé le premier rang des fantassins. Quand il s'est également agi de contrecarrer la marche des jeunes du Front *Siggil Senegaal* contre la cherté de la vie, M. Massaly s'est montré déterminé, en ardent défenseur du Président Wade, à « refuser (...) de céder une parcelle de liberté à l'opposition qui, à son avis, passe tout son temps à insulter Me Wade » (Source : *Wal fadjri* du 25 avril 2008).

Sa démarche, sans doute controversée, lui a valu les attaques en règles de son propre camp : la Jeunesse Intellectuelle Wadiste (JIW) qui déplore : « la sortie malheureuse de Mamadou Lamine Massaly, qui, dans un français calamiteux, a donné le coup de grâce à Aimé Césaire, et de ce fait, contribué à l'humiliation de la Jeunesse Libérale ainsi que le parti tout entier ». En conséquence, elle réclame une sanction contre Massaly qui sera, soutient – elle : « une occasion pour réparer ce que toute la jeunesse libérale considère comme un affront à savoir sa représentation au comité directeur par un quasi analphabète excité (...) » (Wal fadjri, idem).

Au regard de ces querelles de chiffonniers chez ceux que la presse appelle les « sauvages » du PDS, l'espace public est carrément pollué. Entre eux, ils ne se font pas de cadeau. Ainsi, dans le site de Netti.com, du 17 octobre 2007, un internaute répondant au pseudonyme de Xoulio, sans doute partisan du Président de l'Assemblée Nationale, s'indigne :

« Vous vous rendez [compte], des individus aussi faux, connus pour usage de faux en écritures se permettent de donner des leçons à un homme d'état (sic) à la dimension du Président de L'Assemblée. N'en déplaisent à ses pourfendeurs, le bilan de WADE est totalement marqué par le job remarquable de Macky. C'est aussi connu Massaly n'a pas le bc. (sic)[BAC] Comment a-t'il fait pour se taper ce diplôme ? Blanco (sic) sur le diplôme (sic) d'autrui puis photocopie. Il est aujourd'hui clair que tous ceux qui se cachent derrière (sic) karim manque de légitimité chez eux. Ils sont nombreux ceux qui aiment bien KARIM mais qui ne s'activent [pas] comme Adama Ba, Massaly ; de véritables opportunistes (sic) à la quête de prébendes (sic). Nul n'ignore que la jeunesse Wadiste est un mouvement qui s'ulliste (sic) [s'illustre] par un trafic (sic) d'influence (sic) conduisant certains

responsables à se rebaisser (sic) devant ce monstre capable demain de se retrouver avec un tanor , un niass et (...) un salif sadio pour son intérêt (sic) personnel ».

L'auteur de ces lignes ne semble pas mieux outillé que celui dont il doute de l'authenticité des diplômes. On a l'impression que dans ce parti, la formation des jeunes fait terriblement défaut. Reconnaissons- le, cette situation est générale. Cela dénote la faillite d'un système éducatif en proie à de terribles soubresauts cycliques. Mais, le problème au PDS est la promotion de quasi - analphabètes à des postes de responsabilité politique et étatique.

S'agissant de Farba Senghor, il a gravi de manière fulgurante les échelons du parti. « Hier obscur militant de base du Sopi, Farba est devenu un des grands dignitaires du régime libéral » (Ba Barka, 2007 : 18), mais également le ministre le plus puissant, une sorte de Premier Ministre bis. Il a vite gravi les échelons. Président de conseil d'administration, conseiller technique du Président de la République, il occupera successivement les ministères de la solidarité nationale, de l'Agriculture, des transports aériens et de l'artisanat. Il est un ministre atypique, se disant lui-même « éléments hors-du-commun ». Son comportement déroute ; surprend : « dans toute l'histoire du pays Farba est le premier ministre à courir derrière le cortège du Chef de l'Etat pour haranguer la foule. Il agresse sans autre forme de procès » (Rewmi.com). Il s'aliène des pans entiers de la presse, des syndicats, du gouvernement (voulant agir à leur place), des politiques. Il n'en a cure, l'essentiel est qu'il trouve grâce auprès du Chef de l'Etat et sa famille. Agissant de plus en plus avec impunité, il est accusé de commanditer le saccage des journaux *L'As* et *24 heures chrono*. Il a été démis de ses fonctions de ministre et mis à la disposition de la justice. Pour une frange importante des observateurs, cette mesure découle de la forte mobilisation de l'opinion publique : « le Ministre farfelu a été débarqué. Voilà l'intérêt d'avoir une opinion publique mobilisée. Il a fallu que le Comité pour la Défense et la Protection de la Presse et des Journalistes (CDP) se mobilise et accentue la pression pour que Wade (...) daigne lâcher prise » (Ababacar Fall – Barros, 2008 : 7).

Dans le Blog Politique du Sénégal ([www.blogs-afrique.info/senegal-politique](http://www.blogs-afrique.info/senegal-politique)), les internautes apprécient Farba Senghor :

- Le premier souligne l'incohérence et le manque de pertinence des discours de Monsieur Farba Senghor :

« (...) A travers l'arrogance de ses discours, dit -il, difficiles à décrypter non à cause de leur profondeur mais du fait de leur incohérence, donc, à travers l'arrogance de ses discours, on voit parfaitement comment fonctionne les Pds. Logique absente, cohérence de la pensée nulle,

mépris pour ses concitoyens qui ne sont pas tous privés des qualités qui lui manquent... », le samedi 5 janvier 2008.

- S'agissant du deuxième internaute, il ironise avant de le fustiger :

« (...) Moi aussi, j'aime bien Farba Senghor. Je n'ai jamais vu un gars aussi irresponsable, aussi incompetent et aussi lèche (...). On pourrait faire un chapelet long de kilomètres et de kilomètres avec les perles qu'il peut sortir à longueur de semaines (...) », le samedi 5 janvier 2008.

- Le troisième insiste sur sa franchise mais aussi son incapacité à réfléchir

« Tu as raison mon frère. On peut traiter Farba de tous les noms sauf d'être franc. Farba dit ce qu'il pense quoi qu'on puisse en penser.

En plus il ne se fatigue pas à réfléchir. Ca (sic) lui demanderait trop d'efforts. Il laisse Maitre (sic) Wade réfléchir à tout, convaincu qu'il est omniscient et omnipotent, le dimanche 6 janvier 2008 »

Celui –ci déclare être un supporter de Farba :

« Je suis 1 (sic) des grands fan (sic) de Farba et je veu(sic) bien le rencontrer», le lundi 26 mai 2008:

Cet autre-ci lui conseille de trouver quelqu'un d'autre plus intéressant :

« T'as pas peur de t'ennuyer... Ne pourrais-tu pas te trouver une autre idole ? », le mardi 27 mai 2008 à 10:48 le mardi 27 mai 2008 à 10:48

D'autres internautes du site : [www.seneweb.com](http://www.seneweb.com) ont donné leur point de vue :

*Celui-ci s'attaque vigoureusement tant à Farba Senghor qu'à toute l'équipe du Président Wade : « C'est la honte avec ce Farba, il n'a aucune culture démocratie et je me demande, pour qui se prend t-il ? Farba a une arrogance jamais égalée, et dans son ignorance il pense que toute l'administration du pays roule pour lui et Wade. Toute cette bande de Wade est nulle, le meilleur parmi eux, brille par sa médiocrité, quelle honte pour mon PAYS. Et dire que ce sont ces gens là qui dirigent mon Pays, c'est vraiment lamentable.*

*Pour l'honneur de notre Pays il est grand temps de renvoyer cette bande du pouvoir, car le peuple est souverain », 31 juillet 2008 à 22 :17.*

*Dans le site Leral Sénégal, les internautes se prononcent également :*

« Si je comprends bien leur logique, pour comprendre ce qui se passe autour de soi, il faut avoir bac + bcp [beaucoup]. Massaly et Farba n'ont pas de diplômes et ne sont pas intelligents (...) », le 26 août 2008.

En définitive, Mohammed Lamine Massaly et Farba Senghor se sont constitués en de véritables centurions du président de la République et sa famille. Sous ce rapport, il convient, d'ailleurs, de souligner qu'il n'existe pas de frontière étanche entre l'espace public et l'espace privé quand il s'agit de la famille du Président Wade. Tous ses membres sont au devant de la scène, de par leurs fonctions ou activités (politiques ou non). Contrairement à ses prédécesseurs dont la progéniture n'a jamais occupé une place significative dans la sphère publique.

Globalement, cette présence de personnages atypiques au sein de l'espace public sénégalais, est révélatrice des mutations qui sont intervenues dans le champ de la politique. Ce ne sont là qu'un échantillonnage de nos hommes politiques. L'analyse aurait pu se centrer sur d'autres. C'est également, l'indice d'une faillite de la pensée. Dans une société fortement caractérisée par la monétarisation des rapports sociaux, seuls l'avoir et la position de rente que confère la proximité du pouvoir comptent. Les principes foutent le camp ; les idées ne foisonnent plus et le débat vole à ras de pâquerettes. Le paysage politique se trouve investi par des gens extravagants, inconstants et peu pétris de valeurs républicaines. Servir un homme plutôt que la République semble être leur credo. Et comme le disait Roger-Gerald Schwarzenberg : « *la politique, autrefois, c'étaient des idées. La politique, aujourd'hui, ce sont des personnes. Ou plutôt des personnages. Car chaque dirigeant paraît choisir un emploi et tenir un rôle. Comme au spectacle.* » (Schwarzenberg R.G, 1977 : 7). A la place de l'espace public sénégalais, nous avons droit à une scène de théâtre. Cet état de fait est-il imputable à un homme, Abdoulaye Wade fut-il « grand metteur en scène de la politique » ?

Oui, en partie ! Car il a voulu fortement personnaliser le pouvoir, lui imprimant sa marque personnelle. Le « maître du jeu » comme le qualifie la presse a fait du jeu politique « un western hollywoodien qui suspend la vie active et retient l'attention » (Ndiaye Tamsir J., 2007 : 17) et engage le Sénégal « sous la houlette de Wade, sur le chemin de la politique politicienne (...) » (Ndiaye Tamsir J., 2007 :16). Les postes gouvernementaux, administratifs, institutionnels et politiques sont distribués selon les humeurs et intérêts du Président et de son clan. Ni la compétence, ni l'expérience, ni la moralité ne sont des critères exigibles pour occuper des postes de responsabilité dans l'appareil d'Etat. C'est selon le bon vouloir du Prince qu'on devient, du jour au lendemain, ministre, député, directeur de société, PCA etc. Qui ne se rappelle de la nomination de Madame Awa Diop, une quasi analphabète au rang de

ministre de la République en plein Congrès du PDS. Que dire de Farba Senghor ? Et la liste est longue.

Il s'agit, donc, d'un espace public en décomposition, probablement, pour mieux se recomposer ! Les élites intellectuelles, politiques, religieuses, économiques ont failli et les repères se sont effacés : la « hiérarchie des modèles se transforme (et même se renverse), ces derniers se construisent sur une base et à partir de critères réputationnels davantage liés au spectaculaire et à la réussite matérielle » (Diagne Mamoussé, 2007 : 12). C'est sans doute, parce qu'il manque cruellement « (...) les valeurs qui donnaient sens à l'aventure humaine, (...) l'émergence de nouveaux géants dont on narrait les exploits et dont on récitait des pages entières de leurs œuvres (...). Les hommes [sont] devenus trop petits (...) » (Diagne Mamoussé, idem). En réalité, il s'agit d'un nivellement par le bas ; l'effort, le travail, n'est plus un moyen de se réaliser ! C'est plutôt l'anti-modèle qui devient modèle, une référence, celui que tout le monde voudrait être. Il faut dire que les mœurs politiques sont perverses dans ce pays. Sans conviction aucune, sans engagement aucun ; l'opportunisme en bandoulière, des hommes et des femmes ont eu à poser, dans ce pays, des actes qui constituent de véritables coups de canif à la démocratie. Le phénomène de la transhumance politique n'a pas disparu avec l'alternance. Au contraire, il s'est considérablement accru. L'espace public est pollué par cette forme de prostitution politique. La perpétuation de pareils actes découle, à notre sens, d'une opinion publique qui n'est pas suffisamment avertie pour s'opposer et remédier à de telles pratiques.

#### *L'espace public « médiatisé »*

Dans un contexte de mondialisation caractérisé par l'accroissement des Nouvelles technologies de l'Information et de la communication, l'espace public devient virtuel. Il s'agit d'un espace public que Bernard Miège qualifie de *moderne* et qui est fondamentalement différent de celui préconisé par Habermas. Car, selon lui, cet **espace public moderne** présente certains aspects particuliers. En effet, il est *asymétrique* en raison des systèmes de communication de plus en plus importants qui relient les sujets – citoyens en « interaction partielle ». Il est *diversifié* de par ses modalités d'exercice qui ne se réduisent plus simplement au discours argumentatif. *Morcelé* en « espaces » juxtaposés et superposés, il l'est aussi. L'espace public est également discriminatoire selon les classes et groupes sociaux (participation occasionnelle ou de masse engendrant une majorité d'exclu des NTIC). Enfin, il se veut un espace *composite* entre vie professionnelle et espace privé.

Pour Miège, ces différentes caractéristiques montrent, donc, la complexité de l'espace public moderne. C'est pourquoi, indique-t-il, il sied, de parler, non pas d'espace public au singulier, mais plutôt des *espaces publics*. Il finit par mettre en garde face à cette complexité contre la tentation d'abandonner carrément le concept d'espace public ou de le réduire à l'action des grands médias.

Ces espaces publics permettent dans une certaine mesure de garantir l'anonymat grâce aux nouveaux supports technologiques. Il s'y développe, ainsi, une opinion publique susceptible de faire librement ses commentaires. Dans l'espace de la toile, les frontières sont gommées permettant, de ce fait, aux Sénégalais de la Diaspora de prendre part activement au débat démocratique. Toutefois, il faut souligner que le débat n'est pas très élevé. Les insultes, les calomnies, les inepties sont très nombreuses dans ces tribunes. Plus que la raison, les internautes laissent paraître leurs émotions, angoisses et surtout s'attaquent de manière impertinente à l'Etat et aux autorités.

Toutefois, le virtuel est limité à ceux qui ont accès à Internet. En effet, du fait de ses coûts relativement prohibés et de l'analphabétisme, la grande masse des Sénégalais ne peut prendre part aux échanges qui ont cours sur la toile. Ce n'est pas seulement, à ce niveau qu'elle a abdiqué, elle s'est résignée partout :

« Les citoyens sénégalais ont perdu le sens de la citoyenneté active. Ils laissent agir et acceptent en silence un sort qui les brime. Ils n'ont plus la vertu de la résistance citoyenne et de l'engagement patriotique. Leur stock d'indignation semble épuisé. Ils assistent, impuissants et inactifs, à l'avalanche des dérives et à l'embourgeoisement inexplicables de pans entiers du parti hégémonique ». (Ndiaye Tamsir Jupiter, 2007 : 17).

Force est de reconnaître, que seules la presse et la société civile occupent, pour le moment, l'espace public. Les efforts combinés de ces deux entités ne peuvent être que bénéfiques à la démocratie. Car, c'est à travers la presse que les éclairages et les actions de la société civile sont perçus par les citoyens. Certes, les hommes de presse ne sont pas toujours exempts de reproches, mais leurs errements constituent le prix à payer pour accéder à une démocratie majeure. L'espace public n'existe qu'à travers les médias et grâce à ces hommes et femmes qui l'animent et l'occupent quotidiennement pour éclairer les citoyens sur des questions qui rythment leur vie. Nous pouvons citer : les sociologues Djiby Diakhaté, Fatou Sow Sarr, l'économiste Moubarack Lô, des politologues comme Babacar Justin Ndiaye et Abdoul Aziz Diop, l'homme politique Moustapha Diakhaté, le consommériste Momar Ndao, le journaliste Jacques Habib Sy, les avocats Demba Ciré Bathily et d'Assane Dioma Ndiaye, le juriste, Mohammed MBodj, les universitaires Alioune Tine, Penda Mbow, Mamadou Diouf,

Ismaéla Madior Fall, les psychologues Serigne Mor Mbaye, Mamadou Mbodj, et autres. D'ailleurs, c'est un secret de polichinelle que le Président Wade entretient des relations tendues avec ces deux entités, que sont la Presse et la société civile les assimilant même à l'opposition. Ce sont pourtant des contre – pouvoirs dont l'activité débordante est symptomatique d'une démocratie majeure. Evidemment, un espace public « pollué » s'accommode mal de l'existence d'une publicité critique émanant des médias et de la société civile.

## **Conclusion**

Il nous a été difficile de faire une telle analyse, non pas parce que les idées manquaient, mais plutôt parce que les personnages étudiés furent tellement déconcertants, imprévisibles, insaisissables que, à l'instar d'O'Brien, nous pouvons dire « quand je [les] quittais, je souffrais d'une sorte de torticolis intellectuel comme si j'avais assisté à un film trop près de l'écran (...) » ( Connor Cruiser O'Brien, 1966).

Ce qui fait de ce travail une tentative de réflexion risquée, sous peine d'être démenti par des faits. Car les événements qui se déroulent, sous nos yeux et les acteurs qui les animent continuent encore à occuper l'espace public.

En définitive, il apparaît que l'espace public sénégalais est protéiforme. Il épouse les contours de l'histoire politique de ce pays. Si, par le passé, les intellectuels gauchistes, soixante-huitards pour la plupart l'avaient investi sous Senghor, la société civile et la presse sous Diouf, il reste que, sous l'ère Wade, l'espace public a été fortement pollué. Insultes, médisances, menaces, violences physiques et autres puérités continuent d'émailler le règne de l'alternance. Les raisons de cette décadence doivent être trouvées aussi bien chez ceux qui gèrent que chez le citoyen lambda qui n'use pas pleinement de son droit à obliger l'Etat à respecter ses devoirs et obligations. Une conscience citoyenne doit pleinement s'exercer et une opinion publique exigeante se créer pour qu'on puisse parler d'espace public « aseptisé ». Les dérives verbales, insanités et autres agressions physiques ne sont que l'expression d'une démocratie « malade ». N'eussent été la presse indépendante et la Société Civile, on n'aurait pas parlé d'opinion publique au Sénégal. Les intellectuels, pour la plupart des universitaires, ont abdicqué face aux sucettes assez substantielles que le régime de Wade leur a gracieusement octroyées pour mieux les tenir en laisse et aux postes de sinécure



qu'on leur fait miroiter. Quant à la grande masse des gorgoorlu <sup>6</sup>, elle est prise en charge par le pouvoir soporifique de marabouts, alliés stratégiques et idéologiques du pouvoir. Cet état de fait est la source de tous les abus. Car, sans contre – pouvoirs véritables, les régimes s'érigent en mandarinats. La pensée unique s'empare des restes d'une démocratie moribonde. Le débat se raréfie et le commerce des idées s'estompe. Et pourtant, la communication politique doit se faire entre l'Etat et toutes les composantes de la société à travers les échanges d'idées et les critiques constructives qui feront avancer la démocratie et le pays. C'est de cette manière que nous concevons l'espace public au sens Habermassien du terme. Gageons que, dans un proche avenir, le virtuel, à travers l'accès massif des citoyens aux NTIC, puisse multiplier les espaces publics, rien que pour le triomphe de la démocratie.

Quant à l'élite intellectuelle, il urge, à son niveau, d'opérer des ruptures pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle d'explorateur de nouveaux horizons. Conscients de cette exigence, Mamadou Ablaye Ndiaye et Alpha Amadou Sy indique le prix à payer :

« [Celui] de se faire violence pour résister au rouleau compresseur de la « pensée du ventre », au profit de l'appropriation ou la réappropriation des utopies positives à même d'ouvrir au mieux le champ de tous les possibles. Les élites capables de s'engager dans cette nouvelle aventure sont celles, qui par delà leur expertise avérée, sont en phase avec les exigences de l'éthique qui entretient cette générosité sans laquelle la quête de l'universalité restera une perspective fuyante » (.Ndiaye M. A. & Sy A. A, 2006 : 216).

## **Bibliographie**

Ba Barka, (2007). Guerre de succession au PS. Le cas Farba. *Nouvel Horizon* n° 594 : 18 – 20.

Bernard Miège, (1996&1997). *La société conquise par la communication, tomes 1 et 2*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Debord Guy (1971), *La société du spectacle*. Paris, Libre Champs, 76 pages ; [http://pagesperso-orange.fr/dumauvaiscote/la\\_societe\\_du\\_spectacle.htm](http://pagesperso-orange.fr/dumauvaiscote/la_societe_du_spectacle.htm)

*Diakhaté Aw, (2008)Dakar: El Hadji Diouf prend à partie Doudou Wade.*

[ww.editoweb.eu/Dakar-El-Hadji-Diouf-prend-a-partie-Doudou-Wade\\_a9489.html](http://ww.editoweb.eu/Dakar-El-Hadji-Diouf-prend-a-partie-Doudou-Wade_a9489.html)

---

<sup>6</sup> Gorgoorlu est le personnage principal d'une bande dessinée d'Alphonse Mendy « 'TT Fons » portée au petit écran par le cinéaste Moussa Sène Absa et très populaire et au Sénégal et symbolise la grande masse des sénégalais en proie aux difficultés de la vie quotidienne et qui vivent de débrouillardise.

Diagne Mamoussé,(2007). Une société est perdue quand elle fabrique des hommes qui n'ont rien à perdre. *Nouvel Horizon* n° 594 : 12 – 13.

Gingras Anne – Marie « Pierre Bourdier et la communication : pistes pour un bilan et parentés Anglo-Saxonnes ». <http://www.la-science-politique.com/revue/revue1/article10.htm>

Habermas, J. (1963). l'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise. Paris : Payot.

Ndiaye M. A & Sy A. A. (2006). L'Afrique face au défi de la modernité. La quête d'identité et la mondialité. Dakar, Panafrica, 286 pages.

Ndiaye M. A. & Sy A. A. (2003). *Les conquêtes de la citoyenneté, essai politique sur l'alternance*. Dakar Editions Sud-Communication.

Ndiaye M. A & Sy A. A. (2000). Africanisme et théorie du projet social. Paris, L'Harmattan, 320 pages.

Ndiaye T. Jupiter, (2007). Entre monarchisme et démocratie. Ou la crise identitaire d'un système en déclin. *Nouvel Horizon* n° 594 : 16 -17.

O'Brien Cruiser Connor, (1966) .The Observer du 27 février.

Paye Moussa, (1992). « La presse et le pouvoir » in dir. Diop Momar-Coumba (éd.), *Sénégal. Trajectoires d'un État*. Dakar, Codesria : 331-377

Schwartzberg R.G, (1977). *L'Etat spectacle. Le Star System en politique*. Paris : Flammarion, 415 pages.

Soleil du 12 septembre 2008

Vernant Jean – Pierre, 1990, Mythe et pensée chez les grecs, Paris, La Découverte.